Document généré le 19 juil. 2025 14:13

Lien social et Politiques

Les jeunes hommes et le territoire dans un quartier de grands ensembles
Young Men and Territory in a Neighbourhood of Large Apartment Buildings
Los hombres jóvenes y el territorio en un barrio de grandes conjuntos residenciales

Cyprien AVENEL

Numéro 43, printemps 2000

Voir les jeunes autrement

URI : https://id.erudit.org/iderudit/005050ar
DOI : https://doi.org/10.7202/005050ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)
1703-9665 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

AVENEL, C. (2000). Les jeunes hommes et le territoire dans un quartier de grands ensembles. *Lien social et Politiques*, (43), 143–154. https://doi.org/10.7202/005050ar

Résumé de l'article

En s'appuyant sur l'étude empirique d'un quartier populaire de grands ensembles, cet article décrit le rapport des jeunes garçons à leur cité dans la mesure où le territoire constitue une dimension essentielle de leur identité. Il souligne d'abord l'existence d'un rapport positif au quartier, montrant que ce dernier ne se réduit pas aux seuls facteurs de l'exclusion. Fortement attachés à leur cité, les jeunes y élaborent une sociabilité qui paraît si dense qu'elle offre le contrepoint à la vision anomique de la banlieue. Ils créent des espaces solidaires et sont les principaux acteurs de la vie collective. L'article montre ensuite que le quartier demeure cependant pour les jeunes un point d'ancrage ambigu, tout à la fois objet de protection et de mobilisation, mais aussi lieu d'un mécanisme d'enfermement. Le rapport au quartier est dominé par cette contradiction.

© Lien social et Politiques, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Les jeunes hommes et le territoire dans un quartier de grands ensembles

Cyprien Avenel

En s'appuyant sur l'étude empirique d'un quartier populaire de la banlieue bordelaise[1], cet article décrit le rapport des jeunes à leur cité dans la mesure où cette dernière constitue une dimension essentielle de leur identité. Comme la plupart des sites conventionnés français, ce quartier concentre les difficultés sociales, mais il n'est pas parmi les plus mal lotis, loin de l'image extrême de certaines « zones sensibles ». Il s'agit d'un quartier populaire résolument hétérogène, mais le chômage et la pauvreté relative en plus. L'enquête s'appuie sur 25 entretiens individuels semi-directifs menés avec des jeunes de 17 à 26 ans, tous garçons, qui alternent pour la plupart le chômage et les « petits boulots » ; elle repose en même temps sur des observations « in situ », réalisées aux abords des cages d'escaliers, dans une structure d'animation et une association de jeunes, portant sur un ensemble relativement hétéroclite de préadolescents, d'adolescents et de jeunes majeurs, englobant des chômeurs, des inactifs, des étudiants mais aussi ceux qui disposent d'un emploi plus ou moins stable. Enfin, les données recueillies se fondent sur trois entretiens collectifs : le premier a été réalisé avec une dizaine de jeunes garçons, tous français d'origine immigrée, de 18 à 26 ans, la plupart en situation de chômage chronique, un commissaire et un îlotier du quartier. Le deuxième réunissait à peu près le même groupe et un chef d'entreprise. Ces deux entretiens, menés par trois chercheurs, s'inscrivaient dans le cadre d'une recherche collective publiée dans un rapport final (Avenel et al., 1996). Le troisième, mené par moi-même, rassemblait un groupe différent, composé de 7 jeunes hommes, de 16 à 24 ans, en difficulté d'emploi, et d'un animateur. Notons que la passation d'entretien comporte un problème de représentativité puisqu'elle recueille le corpus d'un nombre limité de jeunes, qui sont, en outre, des garçons quasi exclusivement. Nous n'avons pu mener un nombre suffisant d'entretiens avec les jeunes filles, difficilement accessibles dans les cités de l'étude, faisant souvent l'objet d'un fort

Lien social et Politiques – RIAC, 43
Printemps 2000

contrôle social au sein de l'espace public. De même, les analyses développées ici ne sont pas généralisables, a priori, à d'autres quartiers aux caractéristiques qui peuvent être sensiblement similaires sans pour autant être semblables.

La question du territoire est un thème classique de la sociologie urbaine, et de ce point de vue, elle peut sembler par avance minée pour au moins trois raisons. La première est que l'on considère généralement, notamment dans le prolongement des études américaines sur la ségrégation, l'existence d'un « effet quartier » sous une dimension purement négative (Wilson, 1987) : existe-t-il un mécanisme de renforcement des inégalités du seul fait de la concentration spatiale des problèmes sociaux ? Enfermés dans le quartier, les jeunes développeraient des comportements auto-ségrégatifs en forme de spirale vers toujours plus de difficultés, notamment vis-à-vis de l'emploi (Marpsat et Laurent, 1997). On peut alors évoquer la « culture de ségrégation » ou la « culture de ghetto », à condition qu'elle soit définie non comme une culture de l'isolement mais comme le produit de l'isolement social. Il est pourtant excessif de fournir une représentation aussi négative des individus, dont on doit au moins se demander s'ils n'ont pas des possibilités d'initiative. La deuxième raison résulte des critiques sévères dont ont fait l'objet les travaux de l'école de Chicago dans la filiation de Wirth. M. Castells, notamment, a combattu de façon très rigoureuse les notions proprement urbaines, et l'on sait que l'auteur a toujours refusé une autonomie quelconque du territoire dans l'explication des conduites sociales (Castells, 1977). Critique utile cependant acceptable si les conduites et le quartier ne sont considérés que comme la projection des rapports de classes fondés sur la division du travail. Or, la ségrégation spatiale peut jouer comme un facteur de renforcement des conduites déjà établies par les critères d'intégration socio-économique sans pour autant que l'on puisse conclure à l'existence d'une « culture » propre au sein d'un territoire donné (Grafmeyer et Joseph, 1990). En troisième lieu, ceux qu'on appelle les « jeunes de banlieue » constituent une catégorie « attrape-tout », si ce n'est un stigmate, qui masque une multiplicité de situations dont le principe d'unité est des plus incertains (Bachmann, 1994). Les notions de jeunesse et de quartier, mal définies, doivent se décliner au pluriel parce qu'elles renvoient d'une part à une population hétérogène, d'autre part à la grande diversité des quartiers français réputés « difficiles » (Champion et Marpsat, 1996).

L'expérience sociale des jeunes de cité s'impose comme une réalité hautement problématique qui semble sans cesse échapper à l'analyse au moment même où on pense l'avoir saisie. Dès lors qu'une interprétation paraît s'imposer, elle se trouve immédiatement infirmée par d'autres observations : on peut toujours affirmer « un point de vue » et son contraire. Le sentiment du sociologue est alors celui d'une sorte de décalage entre les images globales d'un quartier et la réalité de mille expériences singulières. L'agrégation des principaux critères de difficultés sociales est, malgré tout, si écrasante qu'elle semble évidente, et, de ce fait, les jeunes apparaissent bien souvent par l'accumulation des problèmes qu'ils posent : exclusion, délinquance, incivilités et destruction sociale. Force est de constater la faiblesse de l'action collective, l'alternance d'apathie et de violence, caractéristiques des conduites de crise et de désorganisation sociale. Et, de fait, le poids des mécanismes du chômage, le stigmate du quartier, les mille et un ressentiments des acteurs ressortent le plus nettement de l'observation immédiate. Dès le premier entretien, tout cela explose directement. Mais si l'on prend le temps d'instaurer des relations dans le quartier, cette logique se trouve en même temps contredite. Quartier que l'on dit anomique mais où tout le monde se connaît, et quand un « intrus » y pénètre, il se trouve immédiatement repéré et sommé de se présenter. Les images négatives qui menaçaient de l'emporter se trouvent alors renversées par l'énergie des jeunes, l'appropriation spectaculaire du territoire, une lucidité déconcertante quant à leur situation, cette sorte de conscience politique, mais aussi une sociabilité ou des exemples de solidarité qui tranchent nettement avec l'image anomique de la banlieue. Plus profondément, les jeunes ne sont pas que le « négatif » de l'intégration car ils s'identifient et participent aux canons de la société de consommation tout en étant soumis à des formes de rejet (Dubet, 1987 ; Dubet et Lapeyronnie, 1992). Le principe d'autonomie traduit une exigence morale des jeunes au sein d'une société où se conduire en « individu » signifie être l'auteur de sa propre vie (Ehrenberg, 1995). Mais ceux qui aspirent à la réussite de la vie personnelle, l'emploi, le minimum de ressources financières

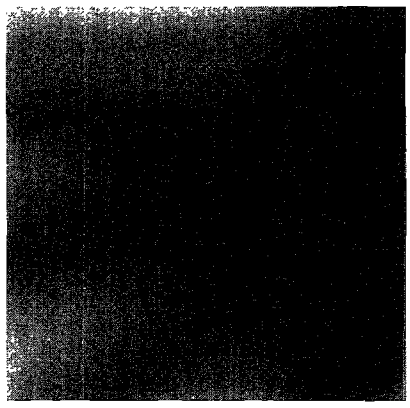
sont en même temps refoulés par le chômage structurel, la ségrégation sociale et les stigmates.

Le rapport au quartier porte la marque de cette situation paradoxale et ne cesse, de ce fait, de reposer sur l'association de conduites contraires. Il possède une double face. La « cité » est un point d'ancrage essentiel de l'identité des jeunes, objet de protection et d'une sociabilité intensive, mais elle est aussi le lieu d'un mécanisme brutal d'enfermement. Le rapport des jeunes à leur cité est fondamentalement ambigu, tout à la fois aimée depuis toujours et objet de ressentiments. Les jeunes adoptent simultanément les deux positions et oscillent en permanence de l'une à l'autre en fonction des circonstances, des lieux, et des caractéristiques de l'interlocuteur. Tout dépend du regard extérieur. Enfin, la cité est aussi le cadre d'une appropriation fort différenciée en fonction de l'âge, du sexe, des profils et des parcours de chacun (Oberti, 1999). Elle ne produit pas un mode de vie unique mais des conduites diversifiées et souvent en conflit entre des orientations contradictoires et des stratégies multiples. Même si la complexité des relations entre les jeunes est extrême, l'appartenance à la cité est, pour une grande partie, au centre de leur identité et associe deux types de conduites complémentaires consistant à s'approprier et à protéger son espace.

La logique d'attachement

« La cité-maison » ou « les copains d'en bas »

Le quartier constitue une alternative à l'isolement social en permettant la constitution de liens positifs et plus ou moins stables d'entraide et de protection psychologique. Il a beau être l'objet d'une accumulation de jugements négatifs et un lieu d'enfermement, il



La cité, c'est la maison. Vous voyez, ce groupe-là, du plus jeune au plus grand, c'est une deuxième famille. On a la famille du haut et on a la « millefa » du bas. Voilà. On a deux familles. En prenant famille en verlan, c'est pour déterminer le bas : c'est la cité. En mettant un peu de verlan, on détermine bien ce qu'on veut penser. C'est la millefa. C'est une bande de copains. J'ai tout le temps envie d'être en bas et tout le monde a toujours envie d'être en bas. C'est-à-dire qu'on est toujours en bas. Cela fait exactement 18 ans que j'habite là, au même étage, la même tour, et je m'y plais ! On y est bien ! C'est une famille. [Entretien, H., 21 ans, célibataire, chômeur, CAP.]

s'accompagne aussi d'un très vif attachement. Quel que soit le degré de stigmate et de difficultés personnelles, la cité est unanimement vécue comme le lieu des racines, des amitiés, des amours, et d'une histoire qui témoigne d'une communauté d'expérience. Cet attachement n'est pas anomique et manifeste encore moins une conduite « pathologique » mais constitue une modalité de socialisation spécifique des jeunes des cités. Il est endémique et fait totalement partie de leur existence quotidienne, comme en témoigne le langage : les jeunes évoquent spontanément la « maison » non pour désigner le logement des parents mais la cité elle-même. Cette « maison » traduit au moins deux dimensions de l'expérience vécue de l'enracinement. D'une part, la charge affective du territoire de l'enfance, et la dimension familière d'un espace connu depuis toujours, expliquent en grande partie cette vision largement positive que les jeunes ont de leur cité. D'autre part, elle est définie comme un lieu unique où se déploie une sociabilité intensive dominée par la convivialité et le sentiment de solidarité. Cette sociabilité est celle des « copains d'en bas », si dense et attractive qu'elle offre le contrepoint à la désorganisation et à l'exclusion.

Le groupe des « copains d'en bas » rassemble ceux qui ont l'habitude de se côtoyer depuis toujours parce qu'ils ont grandi ensemble dans les mêmes lieux, le même territoire, et pour les mêmes raisons. En ce sens, il ne constitue pas véritablement une « bande », au sens où elle définirait l'existence d'un groupe stable et organisé, dominé par un leader, une dénomination spécifique, et un conflit déclaré à d'autres groupes. La « bande » n'apparaît que dans les moments contingents et éphémères des « embrouilles », ou l'opposition à la police. Les jeunes désignent spontanément une entité globale, leur cité, où s'enracine le sentiment collectif d'appartenance, mais la vie quotidienne laisse plus banalement apparaître des petits cercles relationnels de deux ou trois compères qui se mobilisent en fonction des affinités électives. Et si les critères « ethniques » sont essentiels parce qu'ils reposent sur une complicité unique, ils ne déterminent pas en dernier ressort la morphologie des groupes, qui se fondent bien plus sur une identité « jeunes du quartier » toutes origines confondues, même si les jeunes Français d'origine immigrée y « dominent », parce qu'ils sont ceux qui investissent le plus volontiers les lieux et sont le plus impliqués dans la vie collective. La « cité-maison » demeure néanmoins le lieu de

rendez-vous d'une grande diversité de jeunes aux profils hétéroclites selon les âges, les situations, les trajectoires, mais qui trouvent un point commun dans le seul fait d'avoir grandi ensemble, quand bien même la vie a produit des itinéraires différents. On trouve en fin de journée ceux qui rentrent de leur travail, des étudiants, les « petits » qui sont sortis du collège, des chômeurs, et aussi certains qui n'y habitent plus mais qui reviennent régulièrement pour échanger des moments privilégiés de convivialité. Les « copains d'en bas » ne forment donc pas une entité homogène, et la complexité de leurs relations résulte en partie de cette diversité. L'attachement vécu sur le mode de la communauté n'empêche pas des stratégies individuelles différenciées. Mais on y passe de très nombreux moments quel que soit le chemin parcouru, et, au-delà de l'hétérogénéité, l'inscription territoriale de l'identité s'impose avec une grande netteté. Il se forme une « micro-société », et de ce point de vue, bien des pages des « hommes du coin de la rue » demeurent d'actualité dans la description du fonctionnement des cages d'escalier, même si, encore une fois, il n'y a pas une bande et son « chef » (Whyte, 1996). Même s'ils sont, plus que les autres, fortement stigmatisés, ils ne cherchent pas, contrairement aux adultes, à se démarquer du quartier. Au contraire, l'esprit de solidarité est largement renforcé par les multiples formes de rejet dont ils font l'objet. L'hostilité ambiante crée en quelque sorte un principe d'unité qui permet de résister aux épreuves.

« La cité, c'est chez nous. » Elle est appropriée comme un lieu de refuge mais aussi de défense, comme le point d'ancrage essentiel de l'existence quotidienne où se déploie, au sein du groupe de pairs, le champ clos des relations amicales qui préserve et stabilise l'identité individuelle contre les violences symboliques et sociales. Fortement attachés à « leur » cité, les jeunes développent sans ambages une sorte de conscience fière car elle transforme des rejets froids en liens chauds. L'identification à la cité stigmatisée opère le renversement d'un handicap en une ressource. Le sentiment de déréliction devient celui de la force du groupe, le lieu de l'exclusion devient un espace de protection, le mépris indicible éprouvé intérieurement devient revendication collective. Aussi, les jeunes transforment l'espace public de la cité en véritable espace privé. Ils y sont en « terrain conquis », colonisent les lieux, et en font clairement un monde en soi qu'ils constituent à part comme un bien précieux. En cela, la cité fixe le cadre et les repères essentiels de la vie quotidienne, et constitue le pôle d'attraction majeur de l'existence. Plus profondément, les jeunes modifient la rationalité instrumentale de la scène architecturale et l'utilisation neutre des lieux, les métamorphosant en un espace nettement identifié de sociabilité, comme les cages d'escaliers, que les habitants ou les organismes HLM voudraient bien voir revenir à leur destination initiale. Ils se « fabriquent » une sociabilité autonome qui échappe à la fonctionnalité du découpage urbain, à la vision anomique de la banlieue, et surtout au monde social et institutionnel. De cette façon, les jeunes se créent de la solidarité, et se vivent, même si l'image est idéalisée, sur le mode de la communauté.

Cet attachement explique que les jeunes s'affirment comme les principaux acteurs du quartier[2]. C'est d'eux, en effet, qu'émergent le plus souvent les initiatives collectives : ils montent des associations pour faire face à la dureté des contraintes actuelles et lutter contre la mauvaise réputation, ils tentent d'élaborer des rapprochements entre les habitants, investissent les équipements de la ville, s'auto-organisent par l'échange de services ou d'opportunités diverses, et construisent ainsi tout un réseau autonome de ressources. Ils cherchent des locaux, bousculent les élus pour l'emploi, l'amélioration des structures extérieures, avec une liste de revendications. Les jeunes se sentent les véritables porte-parole de la « communauté », surtout les jeunes d'origine immigrée, qui parlent aussi au nom de leurs parents souvent privés d'expression publique. Pourtant, l'intensité même de cette sociabilité est perçue par l'environnement comme une « menace », ne laisse bien souvent apparaître que l'image des « incivilités », et engendre un sentiment diffus d'insécurité, de sorte qu'il se crée un mécanisme de stigmatisation auto-entretenue avec le monde des adultes. Elle semble se constituer autour de deux langages différents qui se rejettent mutuellement la responsabilité des problèmes. Les jeunes incarnent la mauvaise réputation et sont, à ce titre, rejetés. De ce point de vue, ils se définissent en partie sur le mode de la différenciation. Ils se constituent de l'intérieur un groupe de référence « positif » contre l'ensemble de la société, ce « tout » qui les englobe en fonction de critères négatifs. C'est pourquoi, plus profondément, ils développent une

quasi-conscience politique de leur situation sociale. Les jeunes en ont la vision la plus tranchée, la plus élaborée, et surtout, à la différence des adultes, ils produisent un langage collectif qui témoigne d'une expérience sociale et véhicule des formes de protestation active, comme la musique rap (Mucchielli, 1999). Le plus impressionnant dans les entretiens n'est pas tant la description de la dureté des contraintes que l'expression d'une lucidité extrême à l'égard de la situation et d'une intelligence sociologique aiguë des mécanismes qui les déterminent.

Les jeunes vivent à fleur de peau et de manière constante le sentiment d'être rejetés du monde extérieur, « mal regardés » et mis au ban de la société. Quand ils se déplacent et sortent en centre-ville, le plus souvent en groupe, ils se sentent d'autant plus mal à l'aise et en décalage avec les codes dominants de la vie sociale qu'ils ont le sentiment de n'être guère les bienvenus. Aussi, la cité est le seul lieu où les jeunes se sentent véritablement en sécurité, là où l'on évolue quotidiennement au sein d'un groupe de connaissances, qui donne accès à un sentiment de reconnaissance personnelle et de fraternité collective. Dès lors, la défense de l'espace qu'on s'est approprié protège l'identité du regard de l'autre. « C'est notre bulle, notre cocon, notre trésor. Alors, on défend notre bien ». La cité n'est jamais fermée au monde extérieur et au tout venant. Mais le « nouveau venu » n'est pas non plus nécessairement le bienvenu car il s'instaure un mode de contrôle interne à la zone habitée. Par là, les jeunes se manifestent par leur volonté de se reconstruire eux-mêmes comme la source de l'autorité au sein de mini-territoires, là où l'on peut encore exercer un peu de son pouvoir. Certains garçons s'affirment alors par les codes de l'honneur et les conduites de défi plus ou moins violentes; et les « grands-frères » par un rôle d'aîné, souvent autoritaire, comme le contrôle des filles, qui sont le plus souvent invisibles, incitées à rester dans les appartements, car il se joue, à travers elles, les mécanismes de la réputation (Khosrokhavar, 1997). Tout cela explique les comportements apparemment dépourvus de signification comme la violence exercée parfois auprès des « intrus ». Mais cette logique d'action se manifeste surtout de manière implicite dans la vie quotidienne et n'a pas besoin de prendre une dimension spectaculaire pour orienter un mode cohérent de comportement. Bien souvent, elle se cristallise dans toutes les formes anodines ou caractérisées qui actualisent une situation de stigmatisation, comme un regard, une parole ou une attitude « de travers », et peut, dès lors, produire de la violence au sein d'une situation sociale marquée par une extrême sensibilité à tous les signes ou images négatives qui déclenchent le rejet. D'où le rôle central de la « face », qui structure la vie à l'intérieur du groupe et le rapport au monde extérieur.

Le groupe et l'importance de la « face »

C'est par le biais du groupe, et l'appartenance à la cité, que l'individu a le sentiment d'exister socialement, alors que seul, il se sent méprisé, toujours menacé de déchoir. C'est pourquoi la sociabilité repose sur un double principe d'exclusivité et de fermeture. Structure fermée parce que l'intégration au groupe n'est possible que si l'on a grandi dans la cité, et exclusive parce qu'on n'y cherche pas à développer des relations avec des personnes extérieures, assimilées à des « intrus ». Elle est d'autant plus centrée sur le fonctionnement de sa logique interne qu'elle se constitue en grande partie contre le regard extérieur qui invalide l'image de soi. Le groupe ne sert pas à aider à construire une vie personnelle mais vise au contraire à se maintenir. Il trouve sa raison d'être dans la permanence du groupe lui-même. Et sa permanence n'est que le produit de la forte intensité de ses interactions internes. La « face » est alors une caractéristique essentielle car elle manifeste l'appartenance revendiquée au quartier stigmatisé. En groupe, on ne parle guère des problèmes personnels des uns et des autres. On ne parle pas « sérieux ». On joue à se lancer des « défis » ou à se « vanner ». Le « verlan », qui combine une fonction ludique très marquée et un sentiment d'appartenance, est alors le véhicule d'une complicité que l'on ne peut partager avec nulle autre personne que les membres appartenant au groupe de pairs. Le fait de répondre du « tac au tac », d'avoir toujours le dernier mot, la capacité à faire rire confèrent un capital essentiel pour se constituer en individu apprécié de tous. De ce point de vue, la véritable pratique de la sociabilité est la pratique du langage, comme si les jeunes un peu privés de leur histoire se devaient de se raconter beaucoup d'histoires. Les « vannes », notamment, occupent une place importante dans les échanges parce qu'elles alimentent le jeu des

réputations et de l'honneur[3]. Le but est de déstabiliser la personne qui se doit de sauver la face sous peine d'être humiliée. Les plus forts sont ceux qui ne laissent rien apparaître derrière leur impassibilité, et ils sont aussi ceux qui sont le plus admirés. Ces épreuves qui se font sur le ton de l'humour participent pleinement de la complicité collective, et si elles n'ont rien de spécifique aux jeunes des cités, reviennent pourtant avec une fréquence remarquable. Le rapport de force est constant et oriente une logique d'affrontement, dans un mélange d'agressivité et de méchanceté, parfois cruelle, mais aussi de sentiments de tendresse profonde et d'amitié. Et lorsque les joutes verbales sont bien engagées, elles deviennent vite incompréhensibles pour toute personne extérieure, et offrent ainsi la complicité suprême. Par là même, le verlan est vécu comme un matériau plus ou moins « bricolé » d'une identité autonome contre le regroupement forcé, un peu à la manière du « colonisé » qui résiste avant tout par sa langue, et qui, en se fermant aux autres, en se rendant incompréhensible, se ménage un espace de liberté.

L'importance de la « face » ne se mesure jamais aussi bien que dans l'obsession de la « marque » vestimentaire et le souci très marqué de distinction, dans la mesure où la présentation de soi fait l'objet d'un contrôle social implicite. L'univers de la consommation, de préférence ostentatoire, est omniprésent chez les jeunes, et la tenue vestimentaire est une contrainte de la sociabilité. Les jeunes qui se « négligent » physiquement sont toujours humiliés par le groupe et considérés comme des « clochards » ou de véritables « bouffons ».

> Si tu traces avec des chaussures Joker, tu vas te faire risquer toute la journée. C'est : « ah, le blaireau, clochard, bouffon, ta mère elle a pas de sous… » Nous, on est rentrés dans ce système ! Chez moi, dans mon placard, j'ai pas une affaire qui n'est pas de la marque. Pas un slip, pas une paire de chaussettes, rien ! Je me mets à poil de haut en bas, c'est que des marques. Je suis obligé ! Si je mets des Jokers à mes pieds, je ne vais plus dehors de toute façon. Et puis, ça sert à se reconnaître entre mecs de cité aussi. Donc, ça sert de repérage. [H., 22 ans, célibataire, chômage indemnisé, sans diplôme.]

Les jeunes s'identifient ainsi nettement aux images de prestige. Le groupe impose d'être en représentation. Sauver la face donc, ou « taper le style » comme ils le disent. Parfois, ils incarnent jusqu'à la caricature un « personnage » stéréotypé. Ils peuvent ainsi arborer de façon arrogante les signes de richesse devant les habitants du quartier qui, eux, sont dits vêtus comme des « prolétaires », ou encore opposer à un travailleur social qui propose un emploi précaire des revenus plus lucratifs, en affectant une attitude nonchalante, clinquante et provoquante. Plus l'individu participe à la logique du groupe, plus sa vie personnelle devient une image. Elle l'entraîne alors à être tout orienté par l'obsession de ne pas perdre la face, car en perdant la face, il compromet aussi son identité et révèle aux autres que derrière une carapace de pierre se cachent d'importantes fragilités. Dans la mesure où le jeune est sans cesse exposé à se regarder comme une conscience malheureuse, il peut se transformer en un masque vidé de consistance, et s'enfermer dans une logique indéfinie de la « frime ». Par là même, les jeunes sont beaucoup plus dominés par la face qu'ils ne la maîtrisent, et sont amenés à se conformer à des images qui leur sont comme imposées de l'extérieur. La « face » est directement liée à la dépendance du regard d'autrui. C'est pourquoi les fuites en avant dans la consommation de biens socialement valorisés ne font qu'accroître la frustration et redoubler les ressentiments contre l'environnement immédiat. Le « signe » ne fonctionne véritablement que dans le milieu approprié alors que dans le quartier il accroît la mauvaise réputation. Les jeunes qui se « sapent » et exhibent leur « richesse » par leur mode de consommation ostentatoire, au sein même du chômage, incarnent le symbole du stigmate. C'est la confirmation pratique sans appel qui redouble aux yeux des autres la « légitimité » du stigmate et ne fait que figer les stéréotypes sociaux et raciaux construits collectivement dans la proximité de la vie quotidienne.

Le quartier-ressource

Au sein d'un chômage chronique, la cité donne accès à un espace de ressources économiques, plus ou moins légales, que les jeunes peuvent exploiter à travers des échanges de biens et de services basés sur un système implicite d'obligations réciproques. Par là, le groupe crée aussi de la solidarité, notamment par le troc, et malgré la précarité, permet d'aménager la vie quotidienne. C'est de même par le quartier que l'on tisse les réseaux relationnels permettant d'obtenir des petits boulots, ou des activités intérimaires, et que l'on peut bénéficier des emplois, plus ou moins précaires, liés au travail social ou aux politiques d'insertion,

nombreuses et actives. La cité est aussi le contexte d'une déviance diffuse mais omniprésente. Elle fait partie du « décor » sans pour autant se constituer comme une logique centrale : elle n'est pas endémique aux conduites individuelles. Les jeunes soulignent deux dimensions qui façonnent leur expérience. D'une part, les « combines » fournissent des ressources complémentaires, parmi d'autres, qui sont le plus souvent utilisées en dernier recours, et de façon occasionnelle, pour se procurer quelques petites sommes d'argent visant essentiellement à se « saper » et à participer à des activités de loisirs. Le « système D » obéit à une logique de débrouille individuelle plus ou moins stratégique, et n'est guère en cela orienté par une organisation sociale structurée sur le mode du « gang » distribuant des revenus réguliers, des statuts et des rôles dans le cadre d'une hiérarchie informelle (Trasher, 1955). Le recours aux « combines » est le plus souvent une activité ponctuelle que l'acteur relie à un projet personnel prenant du sens au sein d'un parcours et d'un objectif précis. D'autre part, les jeunes distinguent deux types différents de délinquance qui marquent une étape déterminante dans la trajectoire individuelle car ils changent de nature et de signification : ils opposent nettement la petite délinquance « ludique », vécue sur le mode de la « frime », à la « débrouille contrainte » orientée par la nécessité économique et la volonté d'assurer une relative autonomie financière. La notion de « carrière déviante », telle qu'elle est définie par Becker, demeure d'actualité parce que les jeunes désignent, dans le processus séquentiel de construction d'un parcours, et le mode d'apprentissage des techniques délinquantes, des phases successives, qui motivent ou au contraire font refuser l'engagement (Becker, 1985; Chamboredon, 1971). Quand se pose sérieusement la nécessité d'être autonome, l'expérience dominante des jeunes est une tension essentielle, vivement ressentie par tous, entre le refus des activités informelles et la faiblesse constante des revenus.

De la « délinquance ludique » à la « débrouille » contrainte

La « petite délinquance », comme les vols dans les centres commerciaux, les centres sociaux, les collèges ou la cité elle-même, est au cœur de la sociabilité des préadolescents, et s'associe essentiellement à une logique ludique de la « frime » qui confère de la reconnaissance, un certain prestige personnel, et garantit les sensations. Elle n'est guère régulée collectivement car au jeu des petits larcins, les voleurs sont aussi les volés. Ces conduites, tellement présentes en cité qu'elles deviennent insupportables aux adultes, participent à une mise en scène de soi au sein du groupe, notamment par rapport aux styles de consommation qu'elles autorisent. Elles assurent aussi une certaine autorité car ceux qui excellent en la matière sont tout à la fois « craints » et admirés. Mais il s'agit là surtout d'une logique de la performance dominée par le souci de la face et le regard des autres, et moins par l'activité économique en tant que telle. Avec l'âge, ce type de délinquance peut progresser vers une activité plus calculée, à la recherche d'acquisition de revenus avant tout. L'aspect ludique s'efface progressivement pour des combines raisonnées qui impliquent la discrétion. Les occasions délinquantes, dont le trafic de drogue douce participe, sont alors orientées par la rationalité économique, mais sont vécues essentiellement comme l'imposition d'une contrainte, celle de trouver les moyens de vivre « normalement » dans une société de consommation. Les « petites affaires » donnent alors les moyens financiers, à un moment donné, d'accomplir un désir, qui est le plus souvent banal : celui d'offrir des fleurs à sa compagne, celui de s'habiller « clean » plutôt qu'au secours populaire, de financer une partie du permis de voiture quand la possession d'un véhicule est indispensable à l'activité professionnelle. En cela, ces pratiques ne sont pas pour les jeunes nécessairement immorales mais sont « justifiées » par l'expérience sociale vécue. L'injustice est de ne pouvoir vivre sa vie « comme tout le monde ».

C'est la société qui nous pousse à dealer. Tu vas n'importe où, il te faut de l'argent. On essaie de trouver un emploi mais on se heurte à des refus, à l'exclusion, au racisme. C'est pas des chefs d'entreprise qui viendront dans la cité te dire : « tiens, j'ai une place, est-ce que tu la veux ? » Par contre, tous les jours on peut te dire : « est-ce que tu veux dealer pour moi ? » Et tous ces points-là se rencontrent pour créer un être humain qui se révolte contre la société. Comment veux-tu faire quand tu ne travailles pas ? T'as pas de sous. Tu te déplaces et tu vois des gens habillés en Sébago, en Lévis... et toi ? Tu restes en tongues ? Tu as le droit de mener ta vie. [H., 20 ans, sans emploi, entretien collectif avec un chef d'entreprise.]

Dit autrement, ce type de pratiques relève de stratégies d'intégration sociale et moins de stratégies de « survie » en tant que telles (Merton, 1965). Il s'agit d'un « conformisme déviant » comme mode d'adaptation rationnelle à des conditions de vie objectives. Les individus rentrent dans la société par la fenêtre car ils se heurtent à une porte close[4]. Il existe ainsi des petits groupes qui se constituent dans l'engagement et la rationalisation de ces conduites, et l'on sait que Sutherland, notamment, a pu insister sur le caractère « appris » de la délinquance par le principe d'affiliation (Sutherland, 1966). Il se forme, dès lors, une activité jour-

nalière dans laquelle les marges de profit, s'il l'on en croit les jeunes, peuvent être sans commune mesure avec l'emploi précaire, quand il existe. « C'est le 500 F en cinq minutes. » Ici, le chômage ne signifie pas le non-travail car l'activité est celle d'un véritable métier[5]. Mais cet exemple est d'autant plus spectaculaire qu'il ne concerne qu'un nombre extrêmement réduit de jeunes. La grande majorité d'entre eux ne donne aucune image héroïque de cette activité et s'efforce de s'en éloigner. Il reste que le sentiment exacerbé d'être rejeté concourt fortement à produire une forme de légitimation. Si chacun sait que ces activités ne sont pas légales, elles ne sont pas considérées comme fondamentalement délinquantes comme le montre un entretien collectif mené entre les jeunes et les policiers, qui affirment nettement la loi en ce domaine tout en reconnaissant aussi que le chômage donne bien des excuses. P. Duret, notamment, a bien montré le rôle des « bads grands frères » qui incarnent le contre-modèle des « grands frères insérés », parce qu'ils fournissent une voie possible d'enrichissement dans l'illégalité en réactualisant le personnage ambivalent du « mafieux » qui distribue une panoplie élargie de « cadeaux » mais qui enferme de manière sournoise dans la logique délictueuse (Duret, 1996). Les jeunes développent bien souvent une conscience froide selon laquelle il n'y aurait plus que la « débrouille » qui paie, même s'ils n'en donnent guère une image enviable.

Le refus de la délinquance

La délinquance pose beaucoup plus de problèmes personnels qu'elle n'en résout. D'une part, elle s'accompagne de la dureté et même de la violence des relations. D'autre part, elle entraîne la destruction de l'acteur (Dubet, 1987). Elle est toujours associée à une image dégradée de soi et brise le beau thème, plus ou moins idéalisé, de la solidarité du groupe. La délinquance « rend fou », expliquent les jeunes, qui l'associent au piège d'une logique d'engrenage incontrôlée, parce qu'elle exacerbe la parcellisation et la segmentation de la vie individuelle. Surtout, elle interdit toute « authenticité » et s'accompagne de la fausseté des relations sociales, qui finissent par devenir purement instrumentales. C'est pourquoi la délinquance mine profondément l'estime de soi, et derrière une carapace de pierre que peuvent endosser certains, elle contribue nettement à la destruction de l'identité personnelle. Elle fait « mal à l'estomac ». Elle interdit l'essai de construction plus positive de sa vie, qui s'exprime avant tout par le désir d'une relation amoureuse, la constitution d'un couple et le bonheur familial. Nombreux sont, en réalité, ceux qui refusent la logique des petits trafics en se payant « personnellement » leur participation à la vie sociale, malgré la précarité financière, et se privent donc de beaucoup de choses, afin de poser un regard plus positif sur eux-mêmes, car la délinquance, aussi « petite » soit-elle, s'accompagne d'une image très dégradée de soi. À y regarder de près, il en résulte une violence sourde de se dire qu'il n'y a qu'une seule manière, illégale, de s'en sortir « honorablement », et ce d'autant plus que, au bout du compte, les jeunes se sentent abandonnés à leur propre sort, et comme fixés sous un regard de mépris.

Le mécanisme d'enfermement

Si la cité est un point d'appui mental essentiel, elle trace aussi une ligne de rupture qui peut être brutale. Sans perspective d'insertion professionnelle, les jeunes éprouvent tous une angoisse de l'enfermement au sein d'une vie quotidienne suspendue dans le vide. La cité ne devient réellement supportable que pour ceux qui peuvent y échapper. Elle marque l'absence d'ouverture sur le monde extérieur et enferme dans une atmosphère plus ou moins délictueuse où l'on étouffe. « La cité est un trou tout-puissant. »

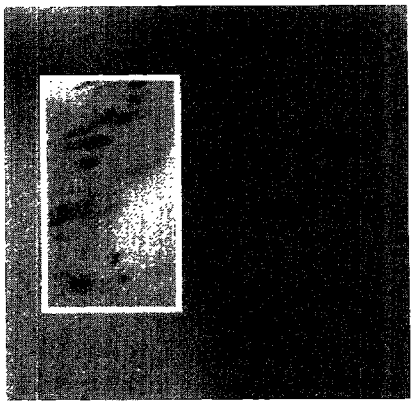
> C'est le tourbillon. Tant que t'es au bord, tu pourras toujours sortir en nageant un peu. Mais quand t'es au milieu, c'est trop dur. Le mec qui reste dans la cité, c'est le mec qui n'a pas réussi. Il faut se barrer ! Parce que dans ce tourbillon, tu tournes. Et ça descend. Si on n'échappe pas de la cité, on est marron. Je m'y plais mais y'a pas d'avenir. C'est un trou tout-puissant. [H., 21 ans, célibataire, sans emploi.]

La mise à distance de la cité

Les jeunes soulignent un moment clef, celui qui marque un essai d'autonomisation vis-à-vis du groupe des « copains d'en bas », qui se traduit, tout à la fois, par une prise de distance et le maintien de liens plus ou moins étroits. Les jeunes vivent une contradiction essentielle entre ces deux dimensions. Ils sont d'abord peu enclins à précipiter leur entrée dans la vie active en raison d'une aspiration à prolonger la vie juvénile en tant que telle, car il faut bien que jeunesse se passe, mais aussi parce qu'ils connaissent trop bien le type d'emploi qu'ils pourront obtenir, c'est-à-dire précaire ou fortement instrumentalisé, et qui, en aucun cas, ne peut être vécu comme une

forme d'épanouissement personnel ou le prolongement de ses goûts. L'allongement de la jeunesse est évidemment renforcé par le chômage chronique qui retarde le départ du foyer parental, l'entrée dans le monde du travail et la conjugalité (Galland, 1991), et ici plus que partout ailleurs. Mais les jeunes ne sont ni totalement passifs ni totalement victimes face à cette question de leur insertion car ils participent activement à l'élaboration de leur propre réponse. Les jeunes des cités portent les mêmes tensions que tous les jeunes et se doivent de gérer eux-mêmes les difficultés d'emploi en se créant un projet plus ou moins cohérent à partir de données qui sont des plus incertaines (Nicole-Drancourt et Roulleau-Berger, 1995). En conséquence, ils se « frottent » au monde social en se mettant personnellement à l'épreuve, prospectent le marché du travail, et se démarquent du groupe de pairs, aspirent à un ailleurs, afin de respirer un autre air que celui de la cité, de plus en plus étouffante, mais ils ne rompent pas pour autant avec les complicités de toujours. Il s'agit là d'un moment d'ambivalence extrême car le jeune est dans une situation doublement ambiguë. D'une part, il cherche à se mettre à l'écart du groupe afin de nouer des contacts extérieurs. D'autre part, il tâtonne sur le marché de l'emploi sans pour autant vouloir s'y insérer à tout prix. C'est donc beaucoup plus dans ce « travail personnel » de mise à distance que dans la dimension surplombante de l'exclusion que l'on peut saisir les principes d'orientation de l'action et des modes de construction des projets. C'est le moment où la sociabilité des « copains d'en bas » cède progressivement la place à la question angoissante de l'insertion professionnelle.

C'est pourquoi les jeunes tiennent toujours un double discours, et paraissent si ambigus. Ils se vivent avec le sentiment d'homogénéité du groupe, qui apparaît bien réel d'une part dans le témoignage d'une expérience vécue collectivement et d'une sociabilité intensive, mais semble d'autre part totalement virtuel car chacun garde en soi le désir de se démarquer, de construire sa vie personnelle, et donc de quitter le quartier. Les jeunes fournissent une image quelque peu idéalisée de la vie de la cité, image euphorique et gaie, qui correspond bien à un aspect de la réalité, mais en même temps, c'est une image qui en est très éloignée dans la mesure où la plupart mettent en place des stratégies individuelles. Les normes auxquelles se conforme le groupe laissent la place au désir d'autonomisation. Si les jeunes manifestent sans ambages un vif attachement à leur cité en raison de l'intensité des relations développées, ils ne laissent planer aucun doute sur leur projet. Perçue positivement pour les liens de convivialité, la cité est perçue négativement quant aux perspectives d'avenir. Mais la rupture est d'autant plus difficile que l'attachement est ancien et inscrit profondément dans l'identité de chacun. Surtout, les portes de sortie sont rares, et le manque d'emplois, le fait de déambuler, la dépendance vis-à-vis du groupe de pairs, finissent par rendre la vie peu tolérable. C'est pourquoi ce moment est celui d'une prise de position très critique sur la sociabilité du groupe, sa logique de la « frime » et ses caractéristiques stigmatisantes, comme les sorties en centre-ville avec les « casquettes ». Et le plus souvent, les jeunes abandonnent le « style » de la cité pour une présentation de soi très conforme au modèle dominant des classes moyennes. La vie personnelle doit prendre le pas sur l'image, conquérir de l'épaisseur derrière la vacuité de la « face ». Il est alors essentiel d'asseoir une



identité qui n'est pas du seul ressort du territoire, et en dehors des petits groupes véritablement repliés, on observe surtout des personnes qui tentent de s'en rendre indépendantes. En conséquence, les jeunes peuvent échanger des moments de convivialité avec les « copains d'en bas » tout en éprouvant, secrètement, un sentiment d'étrangeté ou le fait de ne plus s'y reconnaître. Le quartier est si éloigné du modèle de vie dominant, offre si peu d'opportunités que le fait de « s'en sortir » signifie avant tout se « sortir » du quartier. Mais cette position est bien fragile car les jeunes se retrouvent chacun d'autant plus isolé quand les démarches n'aboutissent guère et que toute projection sérieuse sur l'avenir est rendue hautement problématique[6].

Le piège de la cité

Le quartier est un piège qui favorise la reproduction du modèle de la ségrégation relationnelle à partir du moment où la proportion des individus bénéficiant d'un emploi et d'un mode de vie considérés comme « stables » est fortement concurrencée par le « modèle » de ceux qui sont confrontés au chômage chronique, à l'incertitude des petits boulots précaires, des stages et des périodes d'inactivité. « Pour sortir de ce piège, il faut avoir des relations. » Or, le réseau de rela-

tions se limitant bien souvent aux camarades du quartier, ils ne peuvent bénéficier du soutien de leur entourage, qui, lui-même, vit plus ou moins en dehors de la sphère de l'emploi stable. « Ce n'est pas dans la cité que tu vas connaître des chefs d'entreprise. Moi, mes voisins, ils sont tous au RMI. » L'appartenance stigmatisée au quartier démultiplie les conséquences pénalisantes sur le marché de l'emploi, mais aussi dans le domaine des loisirs, de la vie sociale en général, et au bout du compte quand on veut être quelqu'un de « normal ». La plus grande aspiration s'exprime dans le désir du bonheur familial, mais le chômage mine la possibilité de réaliser un couple (Cerc, 1993). Les jeunes veulent se constituer en individus reconnus et participer de manière autonome à la société de consommation mais l'extrême faiblesse des revenus « pousse » à la « petite délinquance ». La cité se profile alors comme un échec, celui du projet de se constituer comme l'auteur de sa propre vie. Ils sont là parce qu'ils y ont grandi et qu'ils n'ont guère le choix. Ils y sont « chez eux » parce que contraints et forcés. Sinon, ils iraient ailleurs, là où l'on n'est pas comme figé sous le poids du mépris. Aussi, si le quartier protège, il enferme, et prolonge l'image de la mauvaise réputation, au point que les jeunes vivent la plus grande difficulté à se constituer en individus en dehors de cette image qui leur est renvoyée. Attachés à cette identité négative, ils développent tous individuellement l'aspiration à quitter la cité. Mais plus s'éloignent les perspectives d'emploi, plus il devient presque impossible d'en parler sans ressentir une conscience aiguë du malheur. Surtout pour les jeunes Français d'origine immigrée qui subissent, plus que les autres, la conjonction de tous les mécanismes de rejet. La situation de chômage chronique, la faiblesse des revenus et l'isolement social transforment l'existence en l'évidence d'un stigmate spatial, et confrontés au barrage de la couleur de la peau, les jeunes laissent apparaître un sentiment d'infériorité induit par le seul fait d'être noir ou arabe. Ils se sentent considérés à travers le prisme d'une suspicion implicite ou explicite mais toujours présente. Plus ils sont enfermés dans le huis clos de la cité, plus le poids du mépris devient intolérable. L'estime de soi et la considération des autres deviennent inconciliables.

C'est toujours la même rengaine. Dès que tu vas quelque part, on te méprise, on te prend pour un moins que rien, on te manque de respect. Alors tu es toujours ramené dans le trou de la cité… tu t'enfermes et ça disjoncte dans ta tête… Même en boîte de nuit, ils te refusent. Tu veux aller où ? Tu squattes dans la cité ! Tu restes chez toi ! Alors qu'est-ce que tu fais ? Tu vends du shit ? Tout te dégoûte après… on te prend pour un délinquant, pour un voleur en puissance. Moi je suis dégoûté de la vie ! Cette haine de révolte là ! Dans ce cercle clos de la cité ! C'est un piège. Faut pas rester dedans, avec le temps, ça devient néfaste… pour la personne. [H., 22 ans, célibataire, sans emploi.]

Il reste que la majorité des jeunes, au contraire, se sentent prisonniers du quartier sans pour autant s'y résoudre. L'individu « résiste » et cherche des points d'appui susceptibles d'orienter une construction « positive » de sa vie. Mais ce n'est qu'au prix d'un long travail sur soi qui s'arrache de haute lutte, implique des ruptures, des « petits boulots » sous-payés, et l'éloignement progressif des affinités de la cité. La formation de l'individu est une sorte de long renoncement au collectif d'origine dans la mesure où, pour s'en sortir socialement, il faut s'isoler personnellement.

Conclusion

Le groupe des « copains d'en bas » se constitue au gré des rencontres et des circonstances de la rue, où l'on crée de la solidarité, de l'entraide et de l'encouragement mutuel. Il assure aussi des ressources instrumentales et quelques petites sommes d'argent. Mais cette délinquance n'est pour l'essentiel qu'une délinquance de « galère » et d'amateur, le plus souvent spontanée et même maladroite. La grande majorité ne donne aucune image héroïque de cette activité. Le groupe s'impose beaucoup plus par sa dimension de protection psychologique que dans sa fonction instrumentale. Sa logique vise le plus souvent le seul fait d'être ensemble. Cependant, le principe d'unité des jeunes ne se constitue guère de façon durable de l'intérieur mais bien de l'extérieur. D'abord, la forte sociabilité du groupe est fortement incriminée par l'environnement immédiat, stigmatisée ou rejetée le plus souvent comme une « pathologie » de l'intégration, et elle se constitue en grande partie contre le monde des adultes. Ensuite, malgré un très vif attachement, tous les jeunes ne rêvent que de partir afin de pouvoir vivre « comme tout le monde » : avoir un emploi stable, une famille et une maison. Ceux qui pourraient constituer l'embryon d'un acteur collectif apparaissent ainsi bien fragiles, et de fait, les jeunes incarnent la mauvaise réputation du quartier. S'ils se « bricolent » une identité plus ou moins autonome qui permet

d'interpréter le monde social d'une façon qui est leur est propre, elle témoigne d'une expérience de domination face à laquelle se traduit surtout la volonté de se faire reconnaître comme individu. Les jeunes ne se pensent guère comme une classe sociale et se reconnaissent moins encore dans les images qui les stigmatisent. Tous veulent sortir des problèmes de la cité alors même que le mécanisme d'enfermement s'impose avec netteté. C'est dire que l'on ne saurait guère parler d'une « culture » des jeunes de banlieue, si l'on entend par là un système stable de normes et de valeurs qui leur serait propre, car elle n'est pour l'essentiel que la culture de masse avec ses aspirations à la vie ordinaire et digne. Ce n'est donc pas à partir du territoire que peut se former un acteur collectif.

Cyprien AVENEL
Département de sociologie,
LAPSAC
Université de Bordeaux 2

Notes

[1] Cet article est extrait d'une thèse de doctorat menée sur le quartier des « Hauts-de-Garonne », qui se présente comme un chapelet de grands ensembles (en zone franche urbaine) situé sur la façade urbaine de la rive droite de l'agglomération bordelaise. Voir Avenel, 1999.

[2] Cette analyse ne signifie pas que les filles sont absentes. La question de leur engagement dans certaines actions, notamment associatives, devrait faire l'objet d'une étude spécifique.

[3] Comme cela a bien été décrit par Lepoutre, 1997.

[4] Cloward et Ohlin, 1960. En France, Galland (1991) a repris cette thèse, mais en accentuant la profondeur de la frustration. L'intégration culturelle s'accompagne d'« une perte radicale de tout espoir de mobilité ascendante, même par des moyens illégaux » (p. 223).

[5] Wilson, 1997. L'auteur, dans le contexte du ghetto, prend l'exemple du *dealer*, qui accomplit de multiples opérations en temps réel aussi complexes et élaborées que celles d'un homme d'affaires, et qui est pourvoyeur notamment de nombreux autres emplois. On trouvera une description fine de ce type de pratique dans Bordreuil et Peraldi (1997), qui analysent la figure du « colporteur » et du « dealer ».

[5] Notons que 45 % des actifs du quartier de moins de 25 ans sont sans emploi, et cette situation semble se prolonger au-delà, dans la mesure où près d'un tiers des 25-34 ans ne trouve pas non plus d'emploi. À ce critère, il faut ajouter la proportion non négligeable de l'emploi instable ou précaire (voir INSEE Aquitaine, 1996).

Bibliographie

ALTHABE, G. 1985. « La résidence comme enjeu », dans G. ALTHABE, C. MARCADET, M. PRADEILLE et M. SÉLIM. *Urbanisation et enjeux quotidiens*. Paris, Anthropos : 12-69.

AVENEL, C. 1996. « Quartiers défavorisés et ségrégation », *Hommes et Migrations*, 1195, février : 34-40.

AVENEL, C. 1997. « La question de l'*underclass* des deux côtés de l'Atlantique », *Sociologie du travail*, 2 : 211-234.

AVENEL, C. 1999. *Les « Exclus » de la banlieue ? Étude d'un quartier et des rapports sociaux de dépendance*. Université de Bordeaux 2, Département de sociologie, thèse de doctorat.

AVENEL, C., C. COSTALE, G. RICHARD, W. TOUZANNE et A. VILLECHAISE (sous la dir. de F. DUBET et D. LAPEYRONNIE). 1996. *Le DSQ des Hauts-de-Garonne. Analyse sociologique*. Université de Bordeaux 2, CADIS-LAPSAC.

BACHMANN, C. 1994. « Jeunes et banlieues », dans G. FERREOL, éd. *Intégration et exclusion dans la société française contemporaine*. Presses universitaires de Lille : 129-154.

BACHMANN, C., et N. LE GUENNEC. 1996. *Violences urbaines*. Paris, Albin Michel.

BECKER, H. S. 1985. *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. Paris, Métaillé.

BEGAG, A., et C. DELORME. 1994. *Quartiers sensibles*. Paris, Seuil.

BODY-GENDROT, S. 1998. *Les Villes face à l'insécurité. Des ghettos américains aux banlieues françaises*. Paris, Bayard Éditions.

BODY-GENDROT, S. 1993. *Ville et violence. L'irruption de nouveaux acteurs*. Paris, PUF.

BORDREUIL, J. S., et M. PERALDI. 1997. *Précarité et mobilité dans les quartiers nord de Marseille*. Rapport d'étude « extension de l'enquête INSEE situations défavorisées », Marseille, Périmètre du grand projet urbain, LAMES-CIREJ-CNRS.

CALOGIROU, C. 1989. *Sauver son honneur*. Paris, L'Harmattan.

CASTEL, R. 1995. *Les Métamorphoses de la question sociale*. Paris, Fayard.

CASTELLS, M. 1977. *La Question urbaine*. Paris, François Maspero.

CERC. 1993. *Précarité et risque d'exclusion en France*. La Documentation française, no 109.

CHAMBOREDON, J. C. 1971. « La délinquance juvénile, essai de construction d'objet », *Revue française de sociologie*, 3 : 335-376.

CHAMPION, J. B., et M. MARPSAT. 1996. « La diversité des quartiers prioritaires : un défi pour la politique de la ville », *Économie et statistique*, 294-295 : 47-65.

CLOWARD, R. A., et L. E. OHLIN. 1960. *Delinquency and Opportunity. A Theory of Delinquent Gangs*. New York, The Free Press.

COLLECTIF. 1997. *En marge de la ville, au cœur de la société : ces quartiers dont on parle*. Paris, Éditions de l'aube.

DONZELOT, J., et M. C. JAILLET. 1997. *Les Zones urbaines défavorisées en Europe et en Amérique du Nord*. Paris, Plan urbain, Rapport de synthèse no 215.

DUBET, F. 1997. « Comment nommer les "classes populaires" ? », dans Collectif. *En marge de la ville, au cœur de la société : ces quartiers dont on parle*. Paris, Éditions de l'aube.

DUBET, F. 1987. *La Galère. Jeunes en survie*. Paris, Fayard.

DUBET, F., et D. LAPEYRONNIE. 1992. *Les Quartiers d'exil*. Paris, Le Seuil.

DUPREZ, D., M. LECLERC-OLIVE et M. PINET. 1996. *Vivre ensemble. La diversité des quartiers « sensibles » à l'épreuve de la vie quotidienne*. LAS-TREE-IFRESI-CNRS, Convention CNAF, Rapport d'étude, Décembre.

DUPREZ, D., et N. HEDLI. 1992. *Le Mal des banlieues ? Sentiment d'insécurité et crise identitaire*. Paris, L'Harmattan.

DURET, P. 1996. *Anthropologie de la fraternité dans les cités*. Paris, PUF.

EHRENBERG, A. 1995. *L'Individu incertain*. Paris, Calmann-Lévy.

GALLAND, O. 1991. *Sociologie de la jeunesse. L'entrée dans la vie*. Paris, A. Colin.

GRAFMEYER, Y., et I. JOSEPH. 1990. *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*. Éditions Aubier.

INSEE Aquitaine. 1996. *Les Hauts-de-Garonne*. Dossier no 21, novembre.

JAZOULI, A. 1995. *Une saison en banlieue*. Paris, Plon.

KHOSROKHAVAR, F. 1997. *L'Islam des jeunes*. Paris, Flammarion.

LAGREE, J. C., et P. LEW-FAI. 1985. *La Galère. Marginalisations juvéniles et collectivités locales*. Éd. CNRS.

LAPEYRONNIE, D. 1993. *L'Individu et les minorités*. Paris, PUF.

LAPEYRONNIE, D. 1998. « L'ordre de l'informe, la construction sociale et politique du racisme dans la société française », *Hommes et migrations*, 1211, janvier-février.

LEPOUTRE, D. 1997. *Cœur de banlieue*. Paris, Éditions Odile Jacob.

MARPSAT, M., et R. LAURENT. 1997. « Le chômage des jeunes est-il aggravé par l'appartenance à un quartier en difficulté ? », dans Collectif. *En marge de la ville, au cœur de la société : ces quartiers dont on parle*. Paris, Éditions de l'Aube.

MERTON, R. K. 1965. *Éléments de théorie et de méthode sociologiques*. Paris, Plon.

MOZÈRE, L., M. PERALDI et H. REY. 1999. *Intelligence des banlieues*. Paris, Éditions de l'aube.

MUCCHIELLI, L. 1999. « Le rap, tentative d'expression politique et de mobilisation des jeunes des quartiers relégués », *Mouvements*, 3, avril-mai : 60-66.

NICOLE-DRANCOURT, C., et L. ROULLEAU-BERGER. 1995. *L'Insertion des jeunes en France*. Paris, PUF.

OBERTI, M. 1999. « Formes et contenu d'une conscience sociale chez les jeunes des "quartiers en difficulté" », *Actuel Marx*, 26, deuxième semestre : 69-83.

PAUGAM, S. 1991. *La Disqualification sociale : essai sur la nouvelle pauvreté*. Paris, PUF.

REY, H. 1996. *La Peur des banlieues*. Paris, FNSP.

SUTHERLAND, E. H., et D. CRESSEY. 1966. *Principes de criminologie*. Paris, Cujas.

TRASHER, F. M. 1955. *The Gang. A Study of 1313 Gangs in Chicago*. Chicago, University of Chicago Press.

TRIBALAT, M. 1999. *Dreux, voyage au cœur du malaise français*. Paris, Syros.

VIEILLARD-BARON, H. 1994. *Banlieue, ghetto impossible ?* Paris, Éditions de l'aube.

VILLECHAISE, A. 1997. « La banlieue sans qualités. Absence d'identité collective dans les grands ensembles », *Revue française de sociologie*, XXXVIII : 351-374.

WHYTE, W. F. 1996. *Street Corner Society. La structure sociale d'un quartier italo-américain*. Paris, La Découverte. Traduction de l'américain de S. Guth, J. Sevry, M. et J. Destrade et D. Vazeilles.

WIEVIORKA, M., et al. 1999. *Violence en France*, Paris, Seuil.

WILSON, W. J. 1987. *The Truly Disadvantaged: The Inner City, the Underclass and Public Policy*. Chicago, University of Chicago Press.

WILSON, W. J. 1997. *When Work Disappears. The World of the New Urban Poor*. New York, Knopf.